

Le Pakistan, plaque tournante de l'islamisme¹

Christophe Jaffrelot

Six mois après la chute de Kaboul, l'attention de l'Occident s'est déplacée de l'Afghanistan vers le Pakistan. La chose était prévisible étant donné que les Talibans s'y sont repliés en grand nombre après la guerre, en compagnie de rescapés d'Al Qaida. Mais si ce pays constitue aujourd'hui le principal foyer d'islamisme dans la région, c'est aussi en raison du rôle croissant de mouvements armés proprement pakistanais. Or leur action au Cachemire, la nouvelle cible du Jihad, a déjà suscité un brusque regain de tensions avec l'Inde, cette dernière accusant le Pakistan de complicité avec les réseaux islamistes. Une telle démarche s'inscrirait dans la continuité de sa stratégie passée : Islamabad soutenait les Talibans pour obtenir en Afghanistan une « profondeur stratégique », il continuerait d'utiliser d'autres islamistes, au Cachemire, pour affaiblir l'Inde.

Tout prédisposait le Pakistan à servir de base de repli aux Talibans et aux « Arabes » d'Al Qaida, à commencer par cette donnée élémentaire qu'on oublie trop souvent : c'est au Pakistan qu'est né le mouvement Taliban, au milieu des années 1990, et il y a gardé bien des soutiens parmi les milieux islamistes. En outre, l'appui logistique que l'armée et les services secrets pakistanais (l'Inter Service Intelligence - ISI) avaient apporté aux Talibans avait créé des liens susceptibles de survivre à la guerre : certes, le Président Moucharraf s'est efforcé de rompre avec cette stratégie, mais il n'a pas organisé de purge véritable dans l'armée et l'ISI. Les rescapés d'Afghanistan ont donc probablement bénéficié de complicités pour passer au Pakistan. Enfin, une telle infiltration était facilitée par les caractéristiques du terrain : non seulement la frontière entre les deux pays était poreuse, mais en outre certaines zones frontalières, les Tribal Agencies, échappent largement au contrôle de l'Etat et abritent en outre des populations pachtounes sur lesquelles le régime des Talibans – des Pachtounes eux aussi – avait exercé une forte influence : l'enclavement géographique et la solidarité islamo-ethnique faisaient des Tribal Agencies une zone de repli toute trouvée.

La présence de ces « infiltrés » a sauté aux yeux de l'Occident avec la capture, grâce au FBI, d'un lieutenant de Ben Laden, Zubaydah, et d'autres membres d'Al Qaida à Faislabad le 6 avril 2002, signe que ces hommes avaient pu gagner jusqu'au cœur du pays. Cette découverte a conforté les Américains dans l'idée qu'un déploiement de force digne de ce nom dans les Tribal Areas – le principal point de passage entre les deux pays- était nécessaire. Une opération de ratissage a enfin été organisée au Waziristan au mois de mai par l'armée pakistanaise, jusque là très réticente à pénétrer dans une région hostile.

¹ Une première version de cet article est parue dans Le Monde 2, n°19 (juin 2002).

Moucharraf en a accepté l'augure à condition qu'elle n'associe pas de troupes étrangères, que les Pachtounes – et les Pakistanais en général - perçoivent de plus en plus comme une atteinte à la souveraineté nationale. De fait il semble que les Américains soient contraints à simplement coordonner l'opération, de loin.

Même si de telles actions, par extraordinaire, permettaient de sécuriser les zones tribales et d'éradiquer les « Arabes », le Pakistan resterait un foyer d'islamisme militant en raison du poids acquis par des mouvements locaux dont la presse internationale n'a pas assez souligné l'importance. Certes, ces groupes doivent parfois leur force de frappe à l'aide extérieure qu'ils ont reçue au cours des années récentes comme composantes de la mouvance Al Qaida, mais ils procèdent directement du terrain pakistanais. L'exemple de Jaish-e-Mohammed (JeM) est à cet égard très révélateur. Son fondateur, Masood Azhar est un penjabi éduqué dans une madrasa de Karachi qui a, semble-t-il, suivi Ben Laden au Soudan au début des années 1990, avant de combattre en Afghanistan et au Cachemire, où il a été fait prisonnier en 1994. Libéré en 1999 à la suite d'un détournement d'avion organisé par des complices, Masood Azhar a créé JeM en 2000 en relation avec Al Qaida et avec la bénédiction des autorités pakistanaises qui voyaient dans ce mouvement un instrument de leur politique de déstabilisation du Cachemire indien. De fait, JeM sera à l'origine des premiers attentats suicides dans la région, une technique qu'adopte aussi au même moment un autre mouvement jihadiste pakistanais, Lashkar-e-Taiba (LeT).

Ces mouvements possèdent aujourd'hui une capacité de nuisance considérable tant au Pakistan qu'au Cachemire. La recrudescence des violences contre des Occidentaux au Pakistan, qui portent leur signature, de l'assassinat de Pearl à l'attentat de Karachi du 8 mai dernier –où 11 Français ont trouvé la mort - vise à détourner Moucharraf de la Coalition anti-terroriste et à le discréditer – y compris aux yeux de ses partenaires étrangers puisqu'elle le montre impuissant à protéger leurs ressortissants. La poursuite des attentats au Cachemire indien ont, quant à eux, suscité une mobilisation militaire sans précédent de la part de l'Inde : plus de 500 000 hommes sont stationnés depuis la Noël sur la frontière et les missiles ont été déployés. New Delhi accuse Islamabad de laisser passer de 60 à 70 islamistes par mois au Cachemire indien et menace donc de frapper les camps de formation de ces « mercenaires ».

Moucharraf semblait l'avoir compris puisque son fameux discours du 12 janvier annonçait la mise aux pas des islamistes et la fin des interférences avec les affaires de ses voisins. Mais veut-il vraiment joindre le geste à la parole - et le peut-il seulement ? Si la répression des groupes islamistes qu'il a fait interdire paraît bien légère, c'est peut-être en raison de l'attitude de certains membres de l'armée et de l'ISI qui semblent, par exemple, s'être contentés, au Cachemire pakistanais, de donner la gérance de leurs camps jihadistes à des collègues à la retraite. Si la situation est à ce point critique, Moucharraf ne pourra pas

faire l'économie d'une purge véritable et d'un démantèlement progressif de ces camps. Il est probable que les Etats-Unis ont obtenu des assurances sur ce second point – et les ont transmises à New Delhi - afin d'éviter le conflit entre l'Inde et le Pakistan à la fin du mois dernier.

Si les risques de guerre se sont éloignés au début du mois de juin, ils n'ont naturellement pas disparu. Pour désamorcer tout à fait la tension entre l'Inde et le Pakistan, il faudrait que les « infiltrations » cessent ou que l'Inde soit convaincue qu'elles ont lieu malgré les efforts de Moucharraf. Les deux pays se rejoindraient alors dans la lutte anti-terroriste. Soucieuse d'attirer le Pakistan sur ce terrain, New Delhi a proposé à Islamabad de mener des patrouilles conjointes sur la ligne de cessez-le-feu (aussi appelé Ligne de Contrôle) au Cachemire. Cette offre, faite par le Premier ministre Vajpayee lors du sommet d'Almaty sur la sécurité en Asie a d'abord été rejetée par Islamabad avant que Moucharraf n'en vienne à l'envisager favorablement. Donald Rumsfeld, lors de sa visite dans la région pourrait la reprendre à son compte. On franchirait un pas de plus dans la désescalade si une telle mesure venait à être adoptée.

L'étape suivante, dans le cadre d'un scénario de décrispation, serait certainement les élections au Jammu et Cachemire. New Delhi entend montrer, à l'occasion de cette échéance, que les Cachemiris indiens sont en mesure de se donner leurs gouvernants locaux. L'Inde est donc très désireuse d'organiser ce scrutin dans les meilleures conditions. Reste à savoir si l'arène électorale accueillera des candidats en nombre suffisant. L'assassinat de Cachemiris modérés qui auraient été susceptibles d'entre en lice risque de dissuader les autres de se présenter. Or New Delhi attribue aujourd'hui ces meurtres à Islamabad.